



SOMMAIRE

- 01**
Éditorial
- 02**
Séminaire de restitution de l'évaluation du système d'enseignement primaire comorien
- 03**
Séminaire de restitution de l'évaluation du système d'enseignement primaire comorien
- 04**
Clôture du séminaire de restitution des résultats PASEC des Comores
- 05**
Rapport Pasec sur le Systeme Educatif Comorien
- 06**
Performances scolaires
- 07**
Performances scolaires
- 08**
Qualité des enseignements-aprentissages
- 09**
Evaluation diagnostique pasec du systeme d'enseignement primaire du burundi
- 10**
Séminaire de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique PASEC à Bujumbura
- 11**
Séminaire de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique PASEC à Bujumbura
- 12**
Système éducatif burundais : l'impact négatif de la crise et du Vih-Sida

ÉDITORIAL



C'est dans la foulée de la Conférence mondiale sur l'Éducation pour tous, tenue à Jomtien (Thaïlande) en 1990, que les ministres ont créé le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC). C'était en 1991, en réponse aux préoccupations formulées lors de cette rencontre mémorable et qui étaient essentiellement liées à l'accélération de la scolarisation.

La CONFEMEN, qui défend le caractère indissociable de l'accès avec la qualité de l'éducation, décida de mettre à la disposition des décideurs et acteurs de l'éducation un outil susceptible de leur fournir des informations fiables et objectives sur les forces et les faiblesses de leurs systèmes éducatifs.

Le PASEC a aujourd'hui 18 ans. Et le Programme a déjà fait suffisamment preuve de sérieux, de rigueur et d'originalité dans la démarche pour ne pas convaincre.

Au cours de ces deux décennies d'existence, ce sont 28 évaluations diagnostiques et thématiques ainsi que trois suivis de cohorte qui ont été réalisés dans 22 pays, certains ayant connu deux expériences. 8 autres, dont trois en Asie du Sud-Est (Vietnam, Cambodge et République démocratique et populaire lao), sont actuellement en cours de réalisation.

Les restitutions des évaluations des systèmes éducatifs comorien et burundais dont il est question dans le présent numéro de CONFEMEN infos complètent et parachèvent la phase du PASEC IX. Elles ont été des occasions de découvrir les réalités de ces systèmes éducatifs ; les difficultés auxquelles les décideurs et les acteurs sont confrontés ; les potentialités et les opportunités ; bref, ces moments d'échange et de partage sur les résultats des évaluations aux Comores et au Burundi ont permis, non seulement de dégager des pistes de solutions pertinentes aux problèmes identifiés, mais également de tirer des enseignements riches qui sont de nature à alimenter la réflexion sur les politiques éducatives.

La Secrétaire générale
Mme Adiza HIMA

SÉMINAIRE DE RESTITUTION DE L'ÉVALUATION DU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE COMORIEN



La CONFEMEN s'engage à soutenir les Comores

Au cours d'un séminaire de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique du système d'enseignement primaire comorien tenu en fin septembre à Moroni, la Secrétaire générale de la CONFEMEN, Madame HIMA Adiza, a rassuré le pays hôte du soutien de la doyenne des institutions francophones dans le domaine de l'éducation.

La capitale des Comores, Moroni, a abrité, du 27 au 28 septembre 2010, un séminaire de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique du système d'enseignement primaire comorien. L'objectif de ce séminaire était d'apprécier les résultats de ladite évaluation réalisée par le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC). Intitulé : « diagnostic et préconisations pour une scolarisation universelle de qualité », de proposer des recommandations pour une prise de décisions en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement et des apprentissages dans l'école comorienne, ainsi que l'utilisation efficace des ressources mobilisées. La rencontre a réuni des administrateurs de l'éducation, des encadreurs pédagogiques, des directeurs d'école, des enseignants du primaire, des représentants des commissariats en charge de l'éducation des îles, des syndicats d'enseignants, des parents d'élèves, des participants venus du Commissariat général au plan, du ministère des Finances, ainsi que les principaux partenaires techniques et financiers. Le séminaire parachève le

processus technique d'évolution PASEC IX aux Comores. La mission a été menée par la Secrétaire générale de la CONFEMEN, Mme HIMA Adiza, accompagnée de M. Bassile Xavier Tankeu, conseiller technique au PASEC. La délégation a été reçue par le ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche, de la Culture et des Arts, le correspondant national de la CONFEMEN et l'équipe nationale PASEC. Venant en assistance à l'équipe nationale PASEC, le conseiller technique PASEC a validé le plan de communication pour le séminaire élaboré par le responsable national du Réseau d'information et de communication de la CONFEMEN (RIC). La présence à Moroni de la Secrétaire générale de la CONFEMEN a notamment induit une forte mobilisation des acteurs de l'éducation autour des résultats de l'évaluation PASEC. Outre le fait que le ministre de l'Éducation nationale a personnellement accueilli la mission à l'aéroport, les médias ont fait, pour leur part, un large écho de l'objet de la présence de la délégation de la CONFEMEN dès la veille du séminaire ; tout comme ils ont largement informé l'opinion nationale comorienne sur

le déroulement du séminaire et les recommandations qui en ont été issues.

Lors de la cérémonie d'ouverture du séminaire, le correspondant national de la CONFEMEN et non moins Secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, a souhaité la bienvenue à la délégation et fait un bref historique de la CONFEMEN dont il a rappelé le rôle en tant qu'« espace de valeurs partagées, d'expertise et de solidarité agissante ». Il a aussi insisté sur l'importance de l'évaluation comme « instrument d'aide à la décision » pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement et des apprentissages dans les écoles comoriennes, non sans remercier les partenaires de l'éducation (CONFEMEN, l'UNICEF et l'Union européenne) ayant appuyé les Comores dans la réalisation de l'évaluation PASEC.

La Secrétaire générale de la CONFEMEN, Mme HIMA Adiza, s'est réjouie de l'engagement exemplaire des Comores et s'est félicitée de la forte implication dans la réalisation de l'évaluation qui permettra « d'identifier des pistes de

SÉMINAIRE DE RESTITUTION DE L'ÉVALUATION DU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE COMORIEN



L'expertise de la CONFEMEN a été requise pour diagnostiquer le système éducatif comorien afin d'y identifier les déterminants de la réussite scolaire

réflexion orientées vers l'amélioration de la qualité de l'éducation aux Comores ». « Les résultats, ajoute-t-elle, sont assez révélateurs des efforts consentis pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement et des apprentissages, mais ils mettent également en exergue les difficultés et les contraintes de tout genre auxquelles sont confrontés les autorités politiques, administratives et académiques, les encadreurs, les enseignants, les parents et les élèves ». Mme HIMA a aussi rappelé que la réalisation de l'objectif primaire de qualité pour tous demeure une préoccupation. Raison pour laquelle les ministres de l'Éducation des pays membres de la CONFEMEN ont créé, en 1991, ce programme d'analyse avec comme mission de « fournir aux décideurs des informations fiables et objectives sur les forces et les faiblesses de leurs systèmes éducatifs. Ce qui leur permet de faire des choix éclairés, judicieux et efficaces, surtout en matière d'investissements humains, financiers et matériels ». Mme HIMA a réaffirmé l'engagement de la CONFEMEN à soutenir les pays membres dans leurs efforts de scolarisation primaire universelle, en relevant les défis de l'accès, de l'équité et de la qualité.

Quant au ministre, il a évoqué les acquis importants de son pays en matière de développement quantitatif de l'éducation. Toutefois, la qualité des enseignements-apprentissages reste un défi majeur à relever. Il a rappelé les performances de son pays en matière de couverture avec un taux net de scolarisation de 77,1 %. Ce qui est, à son avis, un indicateur illustrant les efforts déployés pour concrétiser la vision du président comorien, Ahmed Abdallah Mohamed Sambi concernant

l'accès de tous les enfants comoriens à l'éducation au regard des objectifs de l'Éducation pour tous et les OMD. Mais, a ajouté le ministre, cela doit aller de paire avec une amélioration de la qualité des services éducatifs offerts dans les écoles pour accroître les performances des élèves. Raison pour laquelle, a-t-il estimé, il est nécessaire de faire, sur l'ensemble du territoire, un état des lieux sur le processus d'enseignement et d'apprentissage en cours dans les écoles primaires, avec comme question fondamentale : est-ce que nos enfants apprennent réellement en classe ? C'est pour prendre en compte cette préoccupation qu'une convention a été signée entre le ministère de l'Éducation nationale et le Secrétariat technique permanent (STP) de la CONFEMEN. Ainsi, l'expertise de la CONFEMEN a été requise dans ce cadre pour diagnostiquer le système éducatif comorien afin d'identifier les déterminants de la réussite scolaire aux Comores. Pour le ministre, l'une des préoccupations majeures à laquelle les Comores doivent faire face, c'est de pourvoir les services publics et privés en ressources humaines de qualité. Le ministre n'a pas manqué de remercier les conseillers techniques du PASEC pour le caractère « non subjectif » de l'étude et pour « le transfert de compétences en matière d'évaluation » à l'équipe nationale PASEC qu'il a félicitée au passage.

Le PASEC pour des choix éclairés

Au cours du séminaire, il y a eu deux exposés dont l'un, portant sur la présentation de la méthodologie PASEC, a été fait par le conseiller technique PASEC Bassile

Zavier Tankeu. L'autre exposé, relatif aux résultats de l'évaluation du système éducatif comorien, a été fait par M. Attoumani Ali, coordonateur de l'équipe nationale PASEC. Les ateliers ont planché sur les facteurs de qualité mis en lumière par l'étude PASEC. Ces facteurs sont, entre autres, le genre de l'élève, son âge, sa nutrition ainsi que la diminution du redoublement au profit d'un meilleur suivi pédagogique de l'élève. Un meilleur encadrement pédagogique par les directeurs et inspecteurs, la formation professionnelle initiale d'un ou de deux ans ; le statut et l'ancienneté de l'enseignant, la motivation de l'enseignant ; la formation à l'Approche par compétence (APC) ; la formation en didactique des mathématiques et du français, etc., sont autant de pistes d'amélioration de la qualité de l'éducation aux Comores.

L'atelier I avait pour tâche de faire des recommandations pour améliorer les environnements d'apprentissage, les prestations des maîtres en classe, l'apprentissage des écoliers (installation effective des connaissances et des compétences prescrites par les programmes scolaires), la formation des maîtres, la supervision et l'encadrement pédagogique, etc.

L'atelier II a eu pour mission de faire des recommandations pour améliorer la gestion des écoles en vue d'optimiser l'apprentissage des élèves. Il a proposé la gestion et l'utilisation des manuels scolaires et des guides pédagogiques, la disponibilité des manuels scolaires à la maison ; le respect du temps scolaire et de la couverture des programmes scolaires, la prise en compte de la carte scolaire dans la gestion des enseignants et le recrutement des élèves ; les capacités des directeurs d'école en gestion ; la dynamique partenariale, etc. Quant à l'atelier III, il devait faire des recommandations pour une meilleure allocation des ressources financières dans les écoles et la transformation de ces ressources en résultats. Ceci en procédant à la diminution du redoublement au profit d'un meilleur suivi pédagogique de l'élève, à une plus grande présence et utilisation des manuels scolaires et guides pédagogiques en classe et à la maison, à la diminution du travail des enfants hors travail scolaire (travaux des champs, commerce, travaux domestiques), à la diminution de la taille des classes, à l'amélioration du nombre d'élèves par place assise, au respect du temps scolaire, à une grande couverture des programmes scolaires, à la motivation de l'enseignant, etc.

CLÔTURE DU SÉMINAIRE DE RESTITUTION DES RÉSULTATS PASEC DES COMORES

Faire de l'école une responsabilité partagée

Les rideaux de l'atelier de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique du système éducatif comorien sont tombés sur une forte recommandation : que l'école devienne une préoccupation collective.



Lors de la cérémonie de clôture, la Secrétaire générale de la CONFEMEN, Mme HIMA Adiza, a fait comprendre que l'école ne doit pas être la seule affaire de l'État, mais une responsabilité partagée. Il y a, a-t-elle ajouté, une nécessité de procéder à la définition des rôles et responsabilités des acteurs dans une vision de reddition de comptes ; au renforcement des capacités à tous les échelons afin de permettre aux acteurs de jouer pleinement et efficacement leur nouveau rôle ; à une réelle adéquation entre le transfert de compétences et le transfert de ressources disponibles ; à l'adhésion de tous les acteurs au changement ; à l'autonomisation des établissements scolaires ; au développement de la communication et à la mise en place d'un cadre de consultation, de concertation et de coordination. Ces nécessités constituent, aux yeux de Mme HIMA, « les principes fondamentaux d'une bonne refondation de système éducatif ». Elle a aussi indiqué qu'avec les résultats issus du séminaire, une étape vient d'être franchie. A son avis, l'évaluation a joué son rôle véritable qui consiste à fournir aux décideurs et aux acteurs des renseignements fiables et objectifs sur les forces et faiblesses

de leur système éducatif. Mais, a-t-elle prévenu, le plus important reste à venir : traduire les recommandations pertinentes en véritables mesures de politiques éducatives et en stratégies opérationnelles devant permettre de relever le défi d'une éducation de qualité pour tous. Car, a ajouté Mme HIMA, la mise en œuvre des recommandations formulées aux plans de la pédagogie, de la gestion et du financement, permettra sûrement d'assurer une gouvernance efficace du système éducatif et de réaliser, dans un délai raisonnable, la scolarisation primaire universelle, en relevant les défis de l'accès, de l'équité, de la pertinence et de la qualité. La CONFEMEN, a ajouté Mme Hima, est engagée à soutenir les efforts des Comores dans sa volonté de garantir à tous les enfants une éducation de qualité en appelant les acteurs nationaux et internationaux à faire de même pour permettre à tous les enfants de jouir de leur droit à l'éducation et leur garantir protection et développement afin de faire d'eux des citoyens responsables. La Secrétaire générale a affirmé qu'au regard de la pertinence des recommandations et de la volonté politique affichée pour les mettre en œuvre, sa délégation repart « reconfortée et confiante ». Elle a

également réitéré sa reconnaissance aux plus hautes autorités des Comores, et présenté à nouveau ses remerciements à M. Fouad Mohadji, ministre de l'Éducation nationale et à toute son équipe, pour leur hospitalité et tous les efforts entrepris pour permettre à la mission de se dérouler dans d'excellentes conditions de travail, facteur de réussite du présent séminaire.

Engagement à appliquer les recommandations

Le ministre de l'Éducation nationale des Comores a exprimé sa profonde gratitude à l'endroit de Mme HIMA « qui n'a ménagé aucun effort en plaidant la cause comorienne ». Le ministre a aussi déclaré son espoir de voir les recommandations issues du séminaire apporter des éléments nécessaires à l'élaboration de nouvelles stratégies visant à mieux adapter l'enseignement primaire aux besoins et défis du nouveau millénaire comme l'édition des curricula, la mise en place des systèmes de gestion et de sécurisation des manuels scolaires ; l'intégration du module de gestion en administration scolaire dans la formation initiale des enseignants ; la réactualisation, la diffusion et la vulgarisation des textes officiels dans tous les établissements scolaires en intégrant des règlements intérieurs. Le gouvernement comorien a réitéré son engagement à mettre en œuvre les recommandations issues du séminaire, à reconnaître la nécessité de la diffusion et vulgarisation des résultats dans tout le pays, etc.

De « fortes lacunes » sur le plan qualitatif, des mesures appropriées suggérées

Le rapport PASEC sur le système éducatif comorien fait état de fortes lacunes. Pour atteindre l'éducation pour tous aux Comores, il est suggéré des mesures fortes, telles que l'amélioration du suivi pédagogique de l'élève et l'encadrement de l'enseignant pour diminuer les redoublements et une plus grande allocation de ressources publiques à l'éducation.

Malgré 19,8 % du budget consacré à l'éducation, dont 48 % à l'enseignement primaire en 2008, on note des disparités importantes. Le rapport PASEC sur les Comores intitulé : « diagnostic et préconisations pour une scolarisation universelle de qualité », fait ressortir que « le système éducatif primaire comorien présenterait de fortes lacunes sur le plan qualitatif ». Cependant, il faut reconnaître que le gouvernement comorien, qui respecte les recommandations de nature à améliorer l'accès et la qualité de l'éducation dans le cadre de l'atteinte des objectifs de l'Ept, a entrepris des réformes soutenues par la communauté internationale. En dépit des efforts du gouvernement, la **couverture scolaire reste faible** aux Comores en 2009. Le taux brut de scolarisation dans le primaire est de 101,5 %, avec un taux net de 81,5 %. Le taux brut d'accès en 1ère année est de 89,8% et le taux net de 65,2% en 2009. De plus, dans les conditions de scolarisation actuelle, 50 % d'élèves inscrits en 1ère année du primaire n'atteignent pas la 6^e année d'études.

Pour mener ce travail, la méthodologie PASEC reposant sur une mesure en début d'année et en fin d'année scolaire, et un raisonnement en valeur ajoutée de la progression des élèves sur ces deux périodes a été utilisée. Il y a eu des tests standardisés appliqués sur un échantillon d'élèves de 2^e et 5^e année, des questionnaires contextuels aux élèves, enseignants et directeurs. Les membres de l'équipe nationale PASEC des Comores ont été formés aux techniques de collecte et d'évaluation de systèmes éducatifs par un conseiller technique du PASEC. La mesure de la qualité de l'enseignement primaire à l'Union des Comores, concernant les performances moyennes au niveau national en 2^e année, montre des résultats faibles en français, en début d'année, et en mathématiques, en fin d'année. Le score est jugé moyen en début d'année en mathématiques et en fin d'année en français. Le rapport note un score de français « encourageant » en fin d'année scolaire. Moins de 7% d'élèves

de 2^e et 5^e années parleraient la langue d'enseignement à la maison. Le rapport note aussi beaucoup d'abandons entre la 2^e et la 5^e année : 9 % en 1ère année, 2 % en 2^e année, 5 % en 3^e année et 5 % en 4^e année). La dispersion des scores notée fait ressortir une forte hétérogénéité du niveau des élèves qui cache des disparités liées au statut de l'établissement scolaire, au genre de l'élève, au milieu de l'école et au niveau de vie des élèves. Au chapitre des performances des élèves en 5^e année, le rapport note que le score de fin d'année en français et mathématiques est « particulièrement préoccupant ». Et pour cause ? Les scores se rapprochent du seuil d'échec scolaire fixé à 25/100. Toutefois, on note que les scores des élèves en 5^e année sont plus homogènes que ceux de leurs camarades de 2^e année, mais ces scores restent inférieurs au seuil minimum de compétence de 40/100. Les écarts révèlent une variation importante des scores entre des élèves.

Disparités

Ces résultats cachent des différences de réussite entre élèves et entre écoles qui s'expliquent d'une part, par les facteurs scolaires et d'autre part par les facteurs extrascolaires. Dans un pays où l'État s'appuie sur le secteur privé pour réguler la demande éducative, on constate une augmentation du nombre d'établissements privés. En 2009, 13,2 % des élèves du primaire fréquentent une école privée contre 12,4% en 1999. À l'instar d'autres rapports, celui du PASEC vient confirmer les meilleurs scores des élèves du privé par rapport à leurs camarades du public. On relève ainsi que la composition sociale des écoles publiques est très différente de celle des écoles privées. Moins de 3 % d'élèves de 2^e et 5^e années issus de familles pauvres fréquenteraient les écoles privées contre plus de 20 % pour ceux issus de familles riches. Les élèves issus de familles riches constitueraient le gros du contingent dans les écoles privées (plus de 35 %). Dans le privé, on remarque que le score de français de fin d'année est particulièrement élevé.

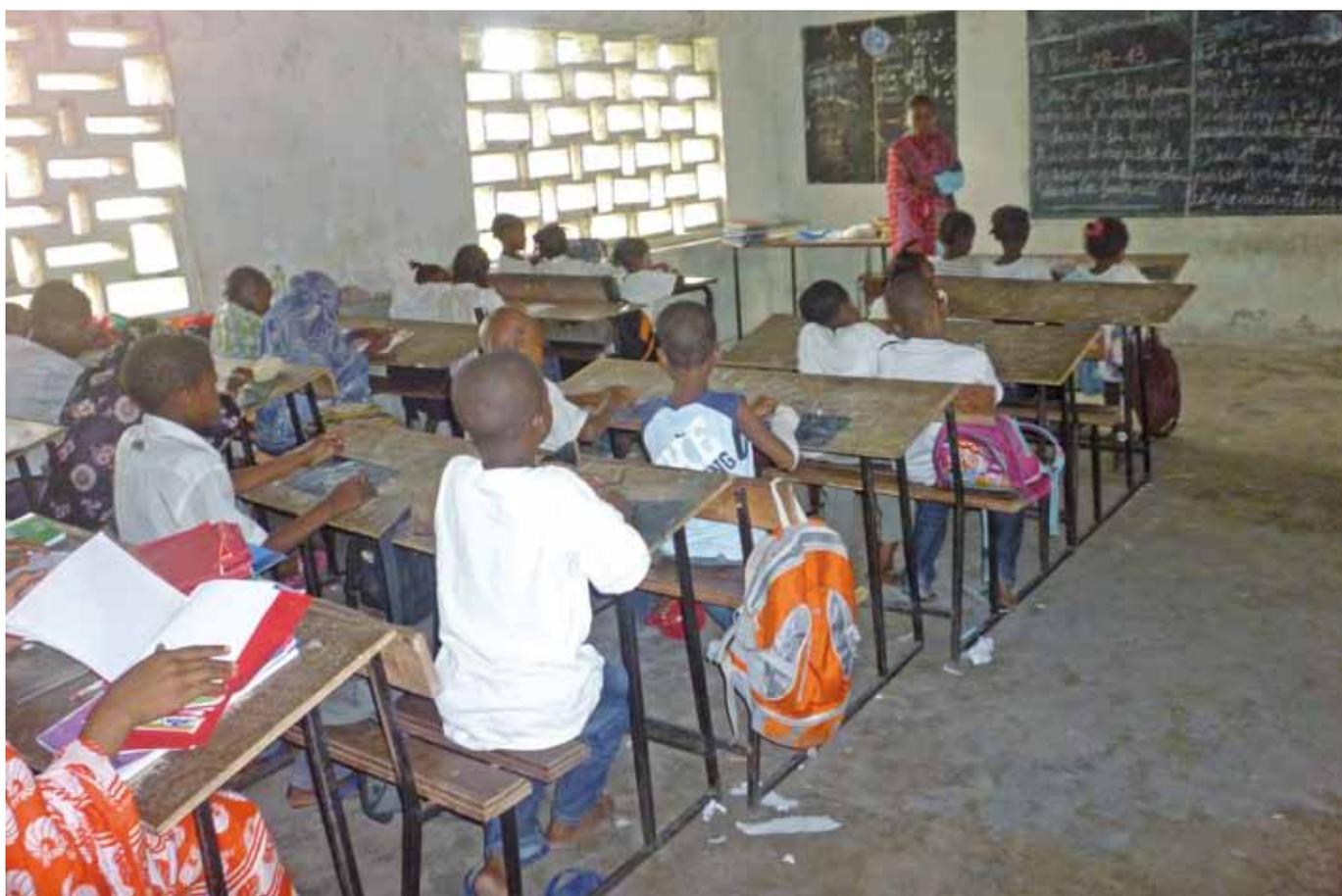
En mathématiques, plus de la moitié des élèves ont un score supérieur au seuil minimum de compétence en fin d'année scolaire dans les écoles privées, contrairement aux écoles publiques.

Le rapport PASEC note qu'en 5^e année, la dispersion des scores est plus réduite entre public et privé. « Plus de 70 % des élèves des écoles publiques ont des scores en fin d'année scolaire inférieurs aux seuils de compétences minimums en français comme en mathématiques. Ce pourcentage est de 51 % en français et de 63% en mathématiques pour les écoles privées », révèle le rapport. Vu sous l'angle du milieu (rural ou urbain) de l'école, on constate que les scores moyens agrégés des élèves ruraux sont significativement inférieurs aux scores agrégés des élèves urbains, quelles que soient la discipline et l'année évaluées. En fin d'année scolaire de 2^e année, 79 % des élèves urbains ont des scores en français supérieurs au seuil minimum de compétence du test PASEC (40/100) contre 61 % en mathématiques tandis que leurs camarades des zones rurales sont environ 62% et 51% au dessus de ce seuil, respectivement en français et en mathématiques, lit-on dans le rapport. En fin d'année scolaire de 5^e année, moins de 44 % des élèves urbains ont des scores en français et en mathématiques supérieurs au seuil minimum de compétence du test PASEC (40/100). Leurs camarades des zones rurales sont moins de 23 % au dessus du seuil minimum de compétence en français et en mathématiques. 47 % des élèves de 5^e année fréquentant des écoles en zone rurale sont en dessous du seuil de 25/100 en français alors que leurs camarades des zones urbaines sont 27 % à être en difficulté scolaire dans cette même matière aux tests PASEC. Il en est de même pour les mathématiques où 34 % des élèves ruraux de 5^e année sont en échec scolaire tandis que les élèves urbains sont 21% sous ce même seuil. En conséquence, des mesures d'accompagnement scolaire devraient être mises en place prioritairement dans les zones rurales, révèle le rapport.

PERFORMANCES SCOLAIRES

L'origine sociale, un impact modéré sur les acquisitions scolaires des élèves

Les performances des élèves comoriens pourraient être liées à leur origine sociale. S'il y a une relation faible entre le niveau des élèves et le score moyen agrégé, certains travaux scolaires et extrascolaires tel que le petit commerce influeraient négativement sur les acquisitions scolaires. Aller à l'école à pied en est également un.



Aux Comores, indique le rapport, « le lien entre niveau de vie des élèves des écoles et milieu de résidence est très faible par rapport aux autres pays africains ». Ceci à cause de la distinction limitée entre milieu rural et milieu urbain, compte tenu des spécificités géographiques du pays. Il y a une relation faible entre le niveau de vie des élèves et le score moyen agrégé. « Certaines écoles rurales, lit-on dans le rapport, fréquentées par des élèves pauvres, ont des scores identiques à des écoles urbaines dont les élèves sont plus aisés. Cela est encourageant pour le système éducatif comorien et montre qu'une école peut être efficace quels

que soient le milieu d'implantation et les caractéristiques sociales des élèves ». Cependant, des élèves pauvres de certaines écoles rurales ont des résultats très faibles aux tests PASEC (en deçà de 25/100). Le rapport indique que la lutte contre l'échec scolaire doit être une « priorité » pour ces populations. Heureusement, avec la mise en œuvre du Plan directeur de l'éducation et de la formation, en 2005, le ministère de l'Éducation nationale des Comores aide certaines écoles situées dans les zones rurales en les dotant d'équipements et de fournitures scolaires destinées aux élèves. En 5^e année, les écarts de performance entre écoles riches

et écoles pauvres se sont réduits, de même qu'entre écoles urbaines et écoles rurales.

Après ces constats sur le niveau moyen des acquisitions, le rapport PASEC a cherché à expliquer les résultats des élèves par des facteurs susceptibles d'avoir un impact sur leurs acquisitions. Concernant la parité du genre dans le primaire, 52,0 % des élèves en 2^e année sont des filles, ce taux augmente en 5^e année (58,4 %). « Cette tendance à l'augmentation du pourcentage des filles au fur à mesure qu'on progresse dans le cycle est aussi observée au niveau des statistiques de la Banque mondiale où, en 2009, le taux d'achèvement du

PERFORMANCES SCOLAIRES

primaire pour les garçons était de 42 % contre 91 % pour les filles. », indique le rapport PASEC.

L'âge moyen de l'élève en début d'année serait de 8 ans en 2^e année et de 12 ans en 5^e année, là où l'âge normal pour entrer en 1^{ère} année est de 6 ans. Aux Comores, près de 36 % des élèves auraient déjà un âge au dessus de l'âge normal en 2^e année et 50% en 5^e année, ce qui est une proportion importante, indique le rapport. Cependant, ajoute-t-on, « plus on est âgé en 2^e année, plus on aurait plus de chance de réussir. Mais, en 5^e année, être au dessus de l'âge normal constituerait un handicap. C'est un avantage quand l'élève est en dessous de l'âge normal. « En 5^e année, un âge élevé serait la marque de redoublements alors que ce n'est pas encore le cas en 2^e année », fait savoir le rapport. Cependant, ajoute le rapport, le fait de confier l'élève à d'autres personnes (grands parents par exemple) « ne semble pas avoir d'effet sur les apprentissages scolaires ». Cela n'est pas lié à la pauvreté, mais vise des objectifs d'éducation aux Comores. Concernant le niveau de vie, en 2^e et 5^e années, il semble n'avoir aucun impact sur les apprentissages des élèves. « Est-ce la solidarité assez forte entre les populations comoriennes qui expliquerait ce résultat ? », se demande-t-on. Concernant la nutrition, rien de grave à signaler. L'échantillon objet de l'étude révèle que plus de la moitié des élèves prennent le petit déjeuner en 2^e et 5^e années. Plus de 80 % des enfants prennent au moins deux repas par jour et environ 20 % seulement un repas. « Moins de 22% des élèves mangeraient bien en 2^e année contre 27% environ en 5^e année (l'élève qui prend au moins 3 repas par jour, mange régulièrement la viande ou le poisson, les fruits, les légumes et les œufs, consomme régulièrement du lait, du yaourt ou du fromage, est considéré comme bénéficiant d'une bonne nutrition) », poursuit le rapport. Ainsi, la bonne nutrition aurait un impact positif sur le niveau d'acquisitions des élèves en 2^e année.

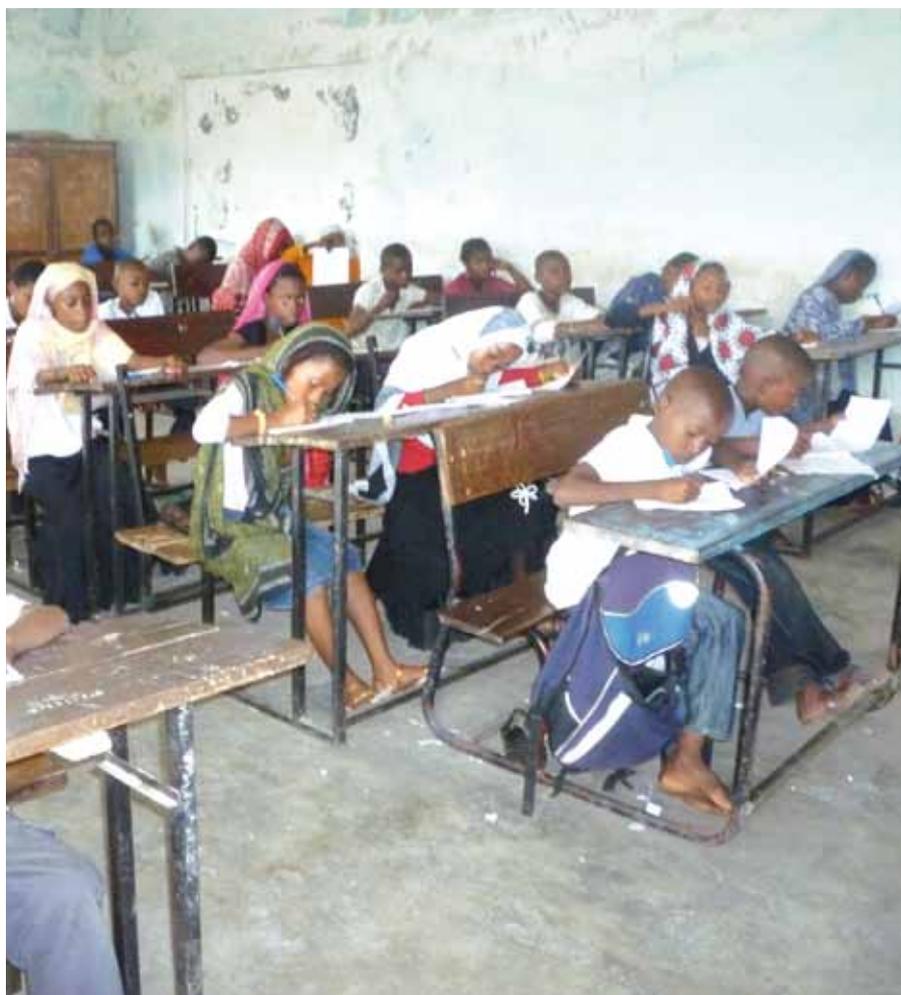
Aux Comores, les travaux extrascolaires des élèves sont le petit commerce (une influence de -13,6 % points d'écart type en 2^e année), mais les travaux champêtres favoriseraient les acquisitions scolaires en 5^e année.

Environ 15% pratiqueraient le petit commerce contre 59% pour les travaux de champs. Cependant, plus de 20 % des élèves de 2^e et 5^e années disent que les travaux extrascolaires les empêchent d'étudier à la maison, et près de 15 %, de suivre les cours. Ces élèves qui pâtissent des travaux extrascolaires seraient désavantagés par rapport à leurs autres camarades. L'alphabétisation du père de l'élève aurait un impact positif sur les acquisitions en 2^e année. 65% environ des élèves ont un père alphabétisé, environ 60% une mère alphabétisée et environ 50% les deux parents alphabétisés.

A la maison, 5% seulement des élèves en 2^e année parleraient le français à la maison contre 7 % environ en 5^e année. Environ 70 % des parents aideraient les élèves en 2^e et 5^e année contre 6% des répétiteurs ou 3% des maîtres. Au regard de l'intérêt des familles pour la scolarisation de leurs enfants ainsi

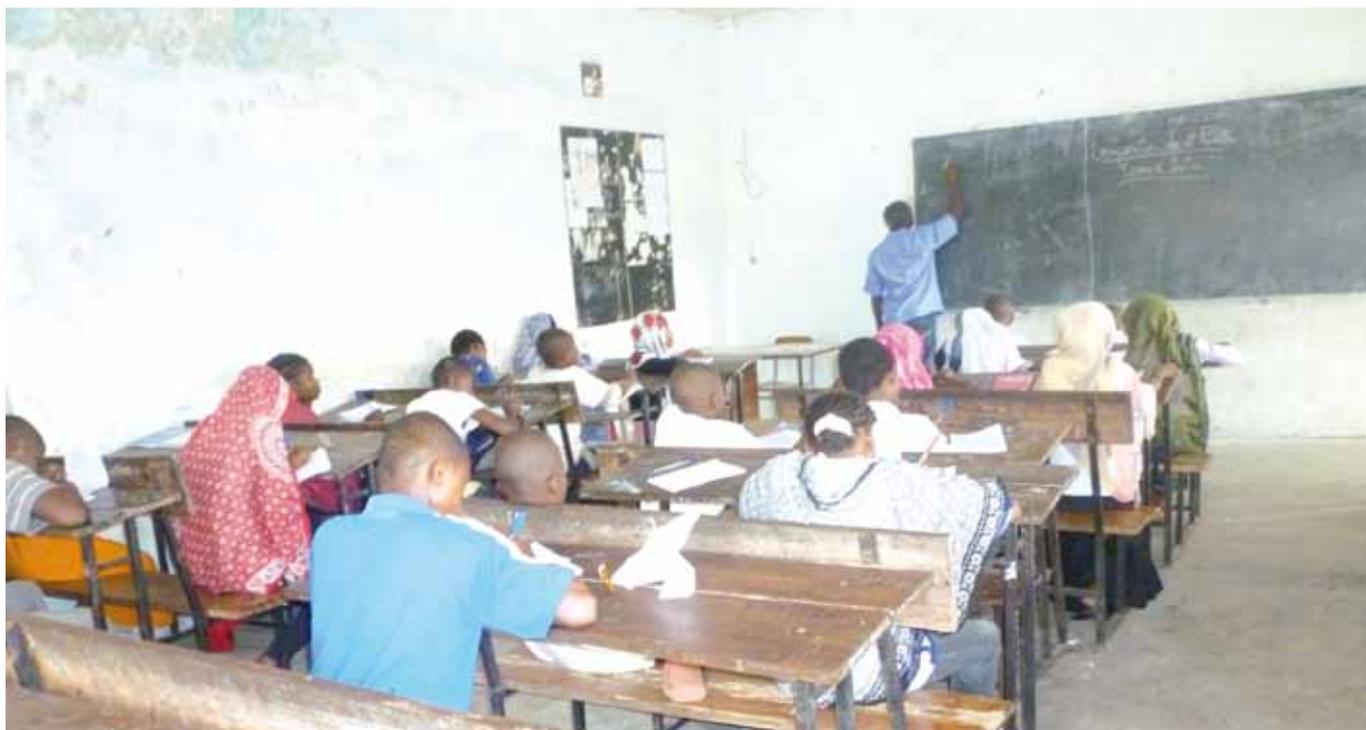
que leur grand souci pour le devenir de leurs enfants, ces deux derniers scores paraissent trop faibles. L'aide des parents favoriserait les apprentissages des élèves de 2^e année. Mais aucun effet significatif n'a été observé pour ce facteur en 5^e année.

Moins de 30 % d'élèves en 2^e année et moins de 46 % en 5^e année possèderaient des manuels scolaires qu'ils peuvent emmener à la maison. Le gouvernement essaie de pallier cette faiblesse en mettant en place depuis l'année scolaire 2003/2004 un projet qui a mis à la disposition de chaque classe du primaire des livres scolaires de français et de mathématiques pour les élèves. « La disponibilité des livres de français et de mathématiques que l'élève peut emmener à la maison améliorerait ses performances scolaires aussi bien en 2^e année qu'en 5^e année, lit-on dans le rapport.



Quand le manque de formation des enseignants constitue un frein

La qualité des enseignements-apprentissages semble affectée par le manque de formation de certains enseignants.



Environ 4,4 % des élèves en 2^e et 5^e années ont des enseignants qui n'ont reçu aucune formation complémentaire. Près de 55 % d'élèves de 2^e et 5^e années ont des enseignants qui ont suivi une formation en didactique de français contre 51,1 % en 2^e année et 42,2 % en 5^e année pour ce qui est de didactique de mathématiques. 55,9 % d'élèves en 2^e année contre 35,8 % en 5^e année auraient des enseignants formés à l'Approche Par compétences (APC). Environ 7% d'élèves auraient des maîtres ayant suivi une formation en gestion des grands groupes. « L'effet négatif observé en 2^e année sur le niveau des acquisitions scolaires quand l'enseignant a suivi une formation à l'APC ne vas pas dans le sens attendu », constate-t-on. Cependant, la formation de l'enseignant à l'APC améliorerait les apprentissages scolaires des élèves en 5^e année. « Les enseignants ayant beaucoup de connaissances seraient-ils moins performants dans les petites classes ? », s'interroge l'étude.

La formation complémentaire des enseignants en didactique de français ou de mathématiques améliorerait les acquisitions des élèves en 2^e année. Elle n'a révélé aucun effet significatif en 5^e année concernant ces deux facteurs. Par ailleurs environ 66,1% des élèves de 2^e année et 18,8% des élèves de 5^e années seraient enseignés par des maîtres qui utilisent l'approche par objectifs (APO) en classe. « Peut-on conclure que les enseignants des classes difficiles qui ont reçu une formation à l'APC auraient abandonné l'APO pour l'APC dans leurs enseignements bien que cette nouvelle méthode soit encore dans la phase expérimentale ? L'étude n'a identifié aucun effet de ce facteur sur les apprentissages des élèves, aussi bien en 2^e qu'en 5^e années ». La résidence de l'enseignant dans le quartier ou la localité de l'école favoriserait les apprentissages des élèves aussi bien en 2^e année qu'en 5^e année. Les classes multigrades semblent favoriser

les acquisitions scolaires aussi bien en 2^e année qu'en 5^e année. Doter le maître en mobilier influencerait aussi positivement les acquisitions scolaires.

Le rapport dégage des pistes de politique éducative en faveur de la qualité (stratégie d'intervention, développement de l'accès équitable à l'éducation fondamentale, renforcement de la qualité de l'enseignement et des apprentissages, etc.). L'espoir est cependant permis pour l'éducation aux Comores. « Moyennant quelques mesures fortes, telles que l'amélioration du suivi pédagogique de l'élève et l'encadrement de l'enseignant pour diminuer les redoublements et une plus grande allocation des ressources publiques à l'éducation, l'Union des Comores semble être à même de réussir le pari d'une éducation de qualité pour tous ».

ÉVALUATION DIAGNOSTIQUE PASEC DU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DU BURUNDI

De bons résultats, mais aussi des efforts à faire

Avec un taux brut de scolarisation moyen de plus de 130% en 2009 au niveau national, le Burundi, malgré la crise qui l'a secoué dans les années 1990, réussit de belles performances en matière d'éducation. Cependant, le pays doit faire des efforts pour venir à bout de certains problèmes en termes de qualité de l'éducation, notamment la question de la double vacation pédagogique et des enseignants, l'insuffisance du personnel enseignant et des supports pédagogiques, la forte pression sur les infrastructures scolaires, l'équipement des écoles, etc.

L'étude du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC) concernant le Burundi vise à faire l'état de la qualité de l'enseignement primaire dans ce pays des Grands Lacs à partir de données collectées au cours de l'année scolaire 2008-2009. Répondant aux normes scientifiques, cette évaluation est faite sur la base d'une couverture d'enquête relativement élevée. Le traitement des données révèle une perte de 11,3 % d'élèves entre le pré-test et le post-test en deuxième année et 10,2 % en cinquième année. Le contexte est que l'année scolaire n'a pas connu de perturbation pendant la période d'évaluation. Au Burundi, les élèves de 5e année sont soumis à des tests de français et de mathématiques en début et en fin d'année. En plus de ces disciplines, les élèves de 2e année ont été soumis à l'appréciation d'un test de kirundi en début et en fin d'année. Ce test vise à mieux cerner leurs compétences de base dans leur langue d'enseignement. Comparé à 12 autres pays, le Burundi occupe une position relativement importante, notamment en mathématiques au regard de la distribution des scores des élèves de 2e année. En cinquième année, le Burundi se comporte aussi bien avec des résultats comparatifs le hissant au même niveau que les pays à niveau intermédiaire, tant en français qu'en mathématiques.

Selon l'étude, plusieurs facteurs expliqueraient les acquisitions des élèves au Burundi. La double vacation, qu'elle soit de groupe pédagogique ou d'enseignants, aurait qualitativement un effet négatif sur les apprentissages des élèves. Le manque d'équipement et l'absence de moyen de déplacement influeraient négativement sur les acquis en cours d'année des

élèves de 5e année. Le fait de fréquenter une école en milieu rural augmenterait significativement les performances de l'élève en kirundi, notamment en 2e année, ajoute le rapport d'évaluation.

Impact négatif du manque d'équipements

Toutefois, les élèves du même milieu et du même niveau d'enseignement, seraient en régression d'apprentissage en français, note-t-on. Les élèves soumis aux travaux champêtres (5e année) et aux tâches domestiques (2e année) seraient moins performants que leurs camarades en situation différente. L'étude révèle aussi que les élèves ayant redoublé au moins une fois dans leur cursus présenteraient des faiblesses pédagogiques ne leur permettant pas d'évoluer en même temps que les autres camarades.

L'étude relève également des facteurs déterminants au niveau des enseignants comme le manque de formation initiale dont l'effet serait négatif sur les apprentissages scolaires, la durée de la formation initiale en termes d'augmentation d'année qui contribuerait significativement à améliorer le niveau des élèves, notamment en français. Les résultats en formation continue sont cependant contrastés. En effet, les élèves des enseignants n'ayant reçu aucune formation complémentaire progressent de la même façon que ceux de leurs collègues en situation différente en deuxième année. En plus, toute chose égale par ailleurs, les résultats des élèves de ces enseignants auraient significativement augmenté en cinquième année. Ces résultats surprenants interpellent inévitablement la qualité de ces formations dispensées et la motivation des enseignants, relève-

t-on dans le document du PASEC. Aussi, l'expérience professionnelle de l'enseignant, relativement au nombre d'années passées dans l'école, aurait un effet significativement positif sur les apprentissages des élèves, notamment en 2e année. L'absentéisme des enseignants a un impact négatif sur les apprentissages des élèves, à tous les niveaux. De même que la double vacation qui doit sans doute perdurer dans une certaine proportion, compte tenu de la situation des infrastructures du Burundi. Les classes de grande taille en termes d'effectifs joueraient aussi négativement sur les apprentissages des élèves à tous les niveaux d'enseignement.

Pistes dégagées

L'étude propose un certain nombre de mesures de politiques éducatives en lien avec le Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation (PSDEF) 2009-2015 en vue d'atteindre les OMD à l'horizon 2015. Il s'agit notamment de pistes d'amélioration des conditions matérielles, de la capacité d'accueil, de renforcement des capacités du personnel enseignant ainsi que celle permettant d'atteindre les enfants marginalisés.

Le PSDEF, qui fixe les grandes orientations du système éducatif burundais, vise, d'ici à 2015, l'achèvement universel du cycle primaire, la gestion de manière contrôlée des flux d'élèves au-delà du primaire, l'amélioration de la qualité et la pertinence de l'enseignement public, un système éducatif équitable garanti, une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources, etc.

SÉMINAIRE DE RESTITUTION DES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DIAGNOSTIQUE PASEC À BUJUMBURA

Les efforts du Burundi en matière d'éducation salués

À l'occasion du séminaire de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC), la secrétaire générale de la CONFEMEN, Mme Hima Adiza, a magnifié les efforts réalisés par le Burundi dans le domaine de l'éducation. Les objectifs attendus consistaient à partager et à valider les résultats scolaires obtenus dans le cadre de l'évaluation des apprentissages des niveaux 2 et 5 de l'Enseignement de base et de dégager des recommandations pertinentes qui contribueront à relever les défis identifiés.



Bujumbura, la capitale du Burundi, a abrité le 7 et 8 octobre 2010 un séminaire de restitution des résultats de l'évaluation diagnostique PASEC qui vient parachever le processus d'évaluation entamée depuis 2008 dans ce pays. Cette activité entre dans le cadre de la deuxième phase du PASEC IX. Dans son mot de bienvenue, prononcé lors de la cérémonie d'ouverture, le ministre de l'Enseignement de base et secondaire, de l'Enseignement des métiers, de la Formation professionnelle et de l'Alphabétisation, Séverin Buzingo,

a remercié son Excellence Mme Mamimo Karerwa, premier Vice-président de l'Assemblée nationale, qui était présente à la cérémonie d'ouverture et rendu un vibrant hommage à la Secrétaire générale de la CONFEMEN au nom de « ses efforts pour une réussite de cette évaluation diagnostique ». Il a exprimé sa satisfaction quant à l'engagement de la communauté internationale au profit de son pays, à travers les partenaires techniques et financiers qui l'accompagnent dans le cadre de l'Éducation pour tous et dans

la mise en œuvre des OMD. M. Séverin Buzingo a également recommandé à l'assistance de contribuer efficacement à la réussite du séminaire pour une mise en œuvre effective des principales conclusions.

La CONFEMEN sera aux côtés du Burundi dans sa volonté de mise en œuvre de la scolarisation universelle en relevant les défis de l'accès, de l'équité, de la qualité et de la pertinence.

SÉMINAIRE DE RESTITUTION DES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DIAGNOSTIQUE PASEC À BUJUMBURA

Mme Hima Adiza, Secrétaire générale de la CONFEMEN, a, dans son intervention, exprimé toute sa gratitude aux autorités burundaises pour la qualité de l'accueil et salué les efforts «inlassables des autorités burundaises» en charge de l'enseignement, pour une meilleure qualité du système éducatif. Elle a cité la mise en œuvre de l'initiative pour la formation à distance des enseignants et maîtres du primaire (IFADEM), l'adoption et la mise en œuvre du Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation (PSDF 2009-2015), le développement de la scolarisation avec l'accroissement des structures d'accueil et la gratuité de la scolarité. Mme Hima a également magnifié le grand chantier de la réforme du système qui prévoit un enseignement fondamental jusqu'en 9^e année ainsi que la diversité des filières de formation pour rendre l'école plus pertinente. Elle a promis le soutien de la CONFEMEN aux efforts du Burundi dans sa volonté de mise en œuvre de la scolarisation primaire universelle et sa détermination de relever les défis de l'accès, de l'équité, la qualité et de la pertinence. Elle a informé les participants de la mission principale du PASEC qui consiste à fournir aux décideurs des renseignements fiables et objectifs sur les forces et faiblesses des systèmes éducatifs afin de leur permettre de faire de choix éclairés, judicieux et efficaces, principalement en matière d'investissements financiers et matériels. Souhaitant que l'atelier débouche sur des recommandations concrètes pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement et des apprentissages au burundi, Mme HIMA a rappelé les objectifs de l'atelier : partager et valider les résultats scolaires obtenus dans le cadre de l'évaluation des apprentissages des niveaux 2 et 5 de l'Enseignement de base et dégager des recommandations pertinentes qui contribueront à relever les défis identifiés.



Quant au premier Vice-président de l'Assemblée nationale, elle a salué l'implication de la Secrétaire générale de la CONFEMEN dans toutes les actions éducatives, particulièrement au Burundi. A son avis, l'évaluation PASEC au Burundi est un «événement majeur» pour le système éducatif de ce pays. Mme Karerwa a rappelé que les opérations entrant dans le cadre de l'évaluation du PASEC ont impliqué plus de 5000 écoliers, 360 enseignants, 180 directeurs d'écoles, 60 cadres recrutés comme administrateurs de tests et une équipe nationale composée de sept personnes ressources dans le domaine de l'évaluation. Elle a reconnu que le PASEC a rendu possible le renforcement des capacités, à des degrés divers, des acteurs impliqués dans son déroulement, grâce à l'appui d'un conseiller technique du Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN. Mme Karerwa a aussi réaffirmé la détermination du gouvernement burundais à améliorer la qualité des apprentissages de son système éducatif pour bien préparer son intégration dans les grands ensembles régionaux comme l'East African Community.

En marge de la restitution des résultats de l'évaluation diagnostique PASEC au Burundi, la Secrétaire générale de la CONFEMEN a accordé des entretiens à plusieurs personnalités. Elle a été notamment reçue par tous les ministres en charge des questions de l'éducation au Burundi. Avec ses différents interlocuteurs, Mme HIMA a échangé sur les résultats

du rapport de l'évaluation ; les politiques et stratégies mises en place par l'État burundais en matière d'éducation ; les stratégies et les domaines d'intervention des partenaires ; les forces et les faiblesses du système éducatif burundais ; la place du Burundi dans l'espace francophone, etc. Elle particulièrement entretenu ses hôtes des missions de la CONFEMEN qui reste un organe d'orientation de politiques éducatives à partir des évaluations et des réflexions stratégiques pour une amélioration qualitative et quantitative des systèmes éducatifs. À propos du PASEC en particulier, elle a évoqué ses objectifs d'analyse des performances scolaires, d'identification des facteurs susceptibles d'influencer positivement les apprentissages et de proposition de pistes de politique éducative ainsi que de renforcement de capacités des acteurs locaux.

Mme HIMA a rencontré également les partenaires techniques et financiers du système éducatif burundais, notamment l'ambassadeur de France, le représentant résident de l'UNICEF, le directeur du Bureau régional de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) pour les pays des Grands lacs.

A tous ses interlocuteurs, Mme HIMA a présenté les principaux résultats de l'évaluation diagnostique et a sollicité leur appui dans la mise en œuvre des stratégies opérationnelles retenues par le gouvernement du Burundi.

SYSTÈME ÉDUCATIF BURUNDAIS

L'impact négatif de la crise et du Vih-Sida

La crise qu'a connue le pays ainsi que le Vih/Sida ont eu un impact négatif sur le système éducatif du pays.



L'environnement socioéconomique de l'élève se caractérise par la pauvreté qui désavantage dans l'éducation. Plus de 70 % de la population de ce pays en post-conflit vit en dessous du seuil de pauvreté en 2008. Près de 75 % des élèves de 2^e année proviendraient des familles à bas revenu contre 61 % en 5^e année. Deux élèves sur trois sont dans des familles ne disposant d'aucun moyen de transport ; un élève sur cinq habiterait des familles non outillées en équipement. Mais, «du point de vue analyse, le niveau de vie des familles n'aurait pas significativement d'effet sur les apprentissages des élèves aussi bien en deuxième qu'en cinquième année. Cependant le manque d'équipements aurait un impact négatif sur les acquis en cours d'année des élèves de 5^e. Ce qui a, pour effet, une diminution de 10,9 % et 10 % d'écart type respectivement en français et mathématiques. En 2^e année, le manque d'équipements jouerait positivement sur l'apprentissage des élèves en français et en kirundi dans le modèle sans score initial». Il y a d'autres facteurs qui influent sur les résultats de l'élève, comme la distance qui le sépare de l'école, son alimentation, l'équipement de l'établissement, etc.

Par zones géographiques, on note que globalement, le niveau d'acquisition des connaissances de base est moyen partout, tous niveaux confondus. On constate cependant un niveau des acquis plus important dans la «zone du centre» aussi bien en 2^e année qu'en 5^e année. Quand on regarde la répartition des élèves selon la composition de leurs familles, on note que seuls 74,9 % et 66,7 % des élèves respectivement de 2^e et 5^e année vivent ensemble avec leurs deux parents biologiques. Selon l'étude, la proportion des élèves se trouvant uniquement avec leur maman est deux fois plus élevée que celle de leurs camarades vivant avec leur père. La crise sociopolitique des années 1993, l'épidémie du Vih-Sida pourrait expliquer cette situation.

Sur les aspects linguistiques, près de 93 % des élèves parlent le Kirundi à la maison, seuls 3 % échantent en français chez eux. «Il ressort des résultats de l'analyse que le fait de parler le kirundi à la maison aurait un impact positif et significatif sur les apprentissages des élèves, à tous les niveaux d'enseignement considérés. Toujours selon le même modèle, parler le français à domicile augmenterait significativement de 36,3% et 56,7% d'écart type les résultats de fin d'année respectivement de français et de mathématiques en 2^e année. En 5^e année, l'effet n'est significatif qu'en mathématiques où le score seraient en augmentation de près de 47,7% d'écart type », révèle le document PASEC.



CONFEMEN *INFOS*

est une lettre trimestrielle consacrée à l'actualité, à la recherche et au partenariat dans le secteur de l'éducation ainsi qu'à toutes les activités de la CONFEMEN dans le monde. Elle est publiée par le Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN.

Directrice de publication : Adiza Hima
Rédacteur en chef : Modi Alzouma Moussa
Rédaction : Modi Alzouma Moussa
Conception Infographique : Ndiaga Mahip Diop
Collaboration : Anne Penda Sène, Fatou Ndoye, Agathe Fiset

Secrétariat technique permanent de la **CONFEMEN**
Complexe Sicap Point E, Immeuble C, 3^e étage
Avenue Cheikh Anta Diop
BP 3220 Dakar-SENEGAL
Tél. : 221 33 859 29 79
Fax : 221 33 825 17 70
Email : confemen@confemen.org